

## **CYDEALIA – Consultation ZONES VULNERABLES – 10 juin 2021**

Notre association CYDEALIA Eau et Vie pour l'Avenir, sise à SIDAILLES, rassemble les riverains, propriétaires et exploitants autour de la retenue d'eau potable du lac de SIDAILLES, et a pour but : « préserver durablement la qualité des eaux de la retenue de Sidiailles en partenariat avec les organismes publics, les riverains, et les agriculteurs en conciliant vie locale, développement économique, respect et défense des intérêts privés auprès des services de l'état, des collectivités publiques et des organisations professionnelles ».

CYDEALIA Eau et Vie pour l'Avenir s'étonne de la proposition de classement en zones vulnérables de communes du bassin versant de SIDAILLES et dépose les remarques suivantes :

Il a été reconnu dans les éléments apportés en réponse à la concertation que le régime hydrologique a un impact direct sur les concentrations mesurées dans les cours d'eau, que la campagne de mesure a été faite dans ces conditions climatiques exceptionnelles et que des dégradations peuvent avoir lieu du fait de ces mêmes conditions climatiques. L'élément de réponse apporté dans la concertation indique que : « ces conditions de surveillance ont donc été prises en compte dans les propositions de retenir ou non le classement de certaines masses d'eau », sans qu'il nous soit porté à connaissance la façon dont on aurait pris en compte ces éléments et en aucune façon nous ne pouvons avoir accès à un contradictoire. Dans ce cas, le percentile mesuré peut être remis en cause par les incertitudes liées aux conditions climatiques puisqu'on ne sait mesurer scientifiquement les impacts.

Il est également remarqué : « surface toujours en herbe et peu de polycultures » (Chronique de données des pressions).

Il est fait corrélation dans le dossier du classement de nouvelles masses d'eau dû à un pourcentage de 15% de terres drainées en moyenne. Or, la masse d'eau de La Joyeuse est signalée à 6,8% dans les documents de consultation.

De même, l'argument du lessivage hivernal des sols ne pourra être retenu dans la période de mesures qui correspond à un hiver non propice au lessivage.

Une pluviométrie anormalement basse d'août 2018 à fin mai 2019 pourrait être la raison de la concentration en NO<sub>3</sub>. Mais des questions subsistent sur les résultats de ces analyses qui ne manquent pas d'intrigue.

Puisque nous avons :

- le 8/10/2018 : 21 mg/l NO<sub>3</sub> et le 8/02/2019 : 21 mg/l NO<sub>3</sub>
- puis le 5/11/2018 : 14 mg/l NO<sub>3</sub> et le 17/04/2018 : 14 mg/l NO<sub>3</sub>
- puis le 3/12/2018 : 12 mg/l NO<sub>3</sub> et le 13/06/2019 : 12 mg/l NO<sub>3</sub>
- pour terminer le 9/08/2019 : 2.7 mg/l NO<sub>3</sub>

Sur 6 prélèvements sur 7, nous retrouvons 3 fois des valeurs strictement identiques, sans une virgule de différence. Surprenant ! Six prélèvements sur 7 qui ont servi à établir un percentile 90 qui aurait dû être assis sur un minimum de 12 prélèvements et mis en corrélation avec les données pluviométriques pour entamer une réflexion sur la vulnérabilité éventuelle de la zone.

La prise de mesure, située en amont dans le passage à gué du lieu-dit « Les Paumes », commune de PREVERANGES, ne peut conclure à classer en zones vulnérables la commune de SIDIAILLES qui est située en AVAL de ces mesures.

Il a été reconnu lors de la précédente révision que les communes du bassin versant de SIDIAILLES devaient être enlevées d'un classement injustifié. De nouveau, un acharnement conduit à essayer de réintégrer la zone sud du département du Cher en « zones vulnérables ». Aucun document mis à disposition ne porte à connaissance les éléments qui permettent de s'assurer que les résultats mesurés indiqueraient une provenance agricole.

Concernant l'abandon de l'élevage ou de la polyculture-élevage : pour autant si ce critère ne rentre pas en compte dans le classement des zones vulnérables, il ne peut occulter les particularités d'un territoire et ne peut conduire à ignorer les conséquences dues à un classement abusif et inapproprié.

Nous sommes ici dans le contexte d'une occupation du sol très favorable vis-à-vis de la qualité des eaux brutes, majoritairement marquée par des surfaces toujours en herbe, notamment en bord de rivière, des chargements et fertilisations modérées, des productions diversifiées, une agriculture depuis longtemps raisonnée et de type extensive, des agriculteurs sensibilisés.

Dans la configuration du bassin versant et de l'occupation de son sol, et compte tenu des conditions climatiques extrêmes qui ont accompagné la campagne de mesure, le programme d'actions nitrates, dans son contenu, ne constitue pas une réponse adaptée. Les bonnes pratiques déjà identifiées s'en trouveraient modifiées avec pour conséquence une rupture possible du bon fonctionnement du bassin versant d'eau potable.

De plus, il serait pour le moins paradoxal de considérer une obligation à soumettre l'agriculture locale à la réglementation des zones vulnérables alors que :

- Il n'existe aucune menace de Nitrates pour la distribution d'eau potable à partir des eaux brutes de la retenue de Sidiailles, dans laquelle se jettent le ruisseau de La Joyeuse et l'Arnon : moyenne plus de 6 fois inférieure aux normes exigées
- Les analyses des eaux brutes de la retenue sont effectuées bien plus régulièrement que les prises d'eau qu'on a bien voulu joindre dans ce dossier
- Aucune fermeture de baignade due à des excès agricoles

De plus, il a été autorisé administrativement la construction d'une station d'épuration avec rejet direct dans la réserve d'eaux brutes du lac de Sidiailles qui dessert l'usine d'eau potable alimentant 35 communes du sud du Cher. Une station d'épuration de 250 équivalent-habitant construite récemment dans un périmètre de captage, avec un rejet direct dans l'eau ! En déni des arrêtés inter préfectoraux et ministériels applicables sur le territoire.



Ceci constitue une différence de traitement péremptoire vis-à-vis de la profession agricole qui assure un équilibre reconnu sur le bassin versant et le territoire rural et extensif du sud du Cher.

Quel paradoxe de présenter les communes de l'amont au classement en zone vulnérable quand on tolère cette construction que notre association n'avait pas manqué de dénoncer dès 2017. Une différence de traitement remarquable, inopportune et qui pose question !

Pour ces raisons, ces interrogations sans réponse et les grandes incompréhensions qu'elles suscitent, nous demandons que les communes du bassin versant de SIDIAILLES ne soient pas incluses dans le programme de révision des zones vulnérables qui apparaît totalement inapproprié au territoire.

En classant en zone vulnérable, finalement quel problème veut-on solutionner ?

La perception locale de la mise en classement zone vulnérable, puisque non justifiée et dogmatique, sera considérée comme discriminatoire et, en spoliant nos exploitations, elle y portera une atteinte économique certaine et délibérée.

Pour CYDEALIA Eau et Vie pour l'Avenir,

Le Bureau,

Le Président,

Jean-Pierre LERUDE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JP LERUDE', written over a horizontal line.